

---

## La Chine et les républiques d'Asie centrale : de la défiance au partenariat

Thierry KELLNER

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/144>  
ISSN : 1777-5396

### Éditeur

AFEMOTI

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1996  
ISSN : 0764-9878

### Référence électronique

Thierry KELLNER, « La Chine et les républiques d'Asie centrale : de la défiance au partenariat », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 22 | 1996, mis en ligne le 04 mars 2005, consulté le 14 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/144>

---

Ce document a été généré automatiquement le 14 novembre 2019.

Tous droits réservés

---

# La Chine et les républiques d'Asie centrale : de la défiance au partenariat

Thierry KELLNER

---

- 1 Au cours de sa longue histoire, la Chine a entretenu des rapports étroits avec l'Asie centrale. La colonisation russe du XIX<sup>ème</sup> siècle, puis la domination soviétique, provoquèrent la rupture de la quasi-totalité de ces contacts. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, la fracture artificielle entre les régions de l'extrême occident chinois et l'Asie centrale a pris fin. Ce retour de l'histoire ouvre de nouvelles perspectives, mais suscite également des inquiétudes à Pékin. Face à l'émergence de républiques indépendantes en Asie centrale<sup>1</sup>, la politique de la République populaire de Chine a traversé deux phases successives. La première a été essentiellement défensive et caractérisée par un sentiment de défiance à leur égard<sup>2</sup>. Très vite, elle a cédé la place à la volonté de promouvoir la stabilité de l'extrême occident chinois et de l'Asie centrale<sup>3</sup>. Le développement de liens politiques et économiques constitue le principal instrument de réalisation de cet objectif. Nous examinerons ces deux phases en mettant l'accent sur la région du Xinjiang dite aussi, hors de Chine, "Turkestan oriental" ou "Turkestan chinois"<sup>4</sup>. Nous verrons enfin les sources potentielles de frictions entre Pékin et ses nouveaux voisins d'Asie centrale.

## La défiance

- 2 La disparition de l'Union soviétique et la naissance de cinq républiques en Asie centrale ont été perçues en Chine avec un mélange de satisfaction -la dissolution de l'URSS signifiait que le territoire chinois ne se trouvait désormais plus exposé à une menace militaire extérieure directe<sup>5</sup>- mais aussi de craintes<sup>6</sup>. Cet événement ouvrait en effet pour la Chine une période d'incertitude. Pékin se trouvait ainsi confronté à une situation totalement neuve. Comme le remarquait G. Segal, "*China found itself with three new bordering states in Central Asia and had to improvise a policy where none had existed in this century*"<sup>7</sup>. Or, si de nouvelles perspectives économiques et politiques s'ouvraient à Pékin en Asie centrale<sup>8</sup>, ce nouvel environnement régional recelait bien des dangers

potentiels. La contiguïté des frontières chinoises avec les nouvelles républiques pouvait faire craindre à Pékin qu'un développement de revendications à caractère ethno-national, couplé ou non avec la résurgence de l'islam, ne déstabilise ses provinces occidentales<sup>9</sup>. L'essor du fondamentalisme islamique ou d'un mouvement pan-turque en Asie centrale pouvaient entraîner des répercussions graves sur les communautés de musulmans chinois, mais aussi sur les populations turcophones du Xinjiang<sup>10</sup>. Face à cet ensemble de dangers potentiels, si Pékin s'est empressé de reconnaître les nouvelles républiques (janvier 1992), le discours des dirigeants chinois demeure empreint de la plus grande méfiance. En janvier 1992, Wang Enmao, président de la commission des conseillers du Parti communiste chinois au Xinjiang appelait ainsi à bâtir une "*nouvelle Grande Muraille de fer et d'acier*"<sup>11</sup>. La première réaction de Pékin sera donc défensive. Il s'agit de protéger la région autonome du Xinjiang et d'isoler les minorités musulmanes des influences extérieures potentielles. Pourquoi une telle attitude ? Plusieurs facteurs entrent ici en jeu.

Le Xinjiang, une région riche mais troublée Une région riche

- 3 Loin d'être considéré comme une région périphérique, le Xinjiang revêt une importance croissante aux yeux de Pékin. Sur le plan militaire, le faible peuplement du Xinjiang lui a permis d'y installer des camps de prisonniers, d'en faire une zone de manoeuvres, mais surtout d'y poursuivre ses expérimentations nucléaires. Sur le plan géostratégique, c'est à partir de cette région que la Chine peut projeter son influence, à travers l'Asie centrale, en direction du Moyen-Orient<sup>12</sup>. Cette dernière région constitue à court terme un enjeu majeur pour la République populaire. En effet, Pékin devrait devenir le troisième pays importateur de pétrole d'Asie, après le Japon et la Corée du Sud. En l'an 2000, 25% de ses besoins devront être couverts par des importations, dont 90% proviendront du Moyen-Orient<sup>13</sup>. Sur le plan économique, les ressources naturelles du Xinjiang sont considérables. Ses potentialités agricoles sont substantielles. On estime ainsi que le coton produit dans la région pourrait représenter, en l'an 2000, la moitié des besoins de la Chine<sup>14</sup>. Le sous-sol de la région est également extrêmement riche. Il renfermerait 115 des 147 types de minéraux découverts dans l'ensemble de la République populaire<sup>15</sup>. Certaines des ressources naturelles du Xinjiang, comme l'uranium, le gaz ou le pétrole, revêtent un intérêt stratégique. En outre, vu sa forte croissance économique, la Chine est confrontée à une pénurie chronique dans le domaine énergétique<sup>16</sup>. Contrairement à la situation qui prévalait jusqu'au milieu des années 1980<sup>17</sup>, elle est devenue, en 1993, importateur net de pétrole<sup>18</sup>. Face à la stagnation de sa production et afin de réduire cette dépendance énergétique croissante, Pékin compte sur la mise en valeur de nouvelles sources d'approvisionnement pétrolier et, singulièrement, sur celles que contiendrait la région autonome du Xinjiang<sup>19</sup>. Entre 1992 à 1995, dix nouveaux champs pétrolifères ont ainsi été mis en exploitation dans la région<sup>20</sup>. Néanmoins, la part du Xinjiang dans la production pétrolière nationale chinoise demeure actuellement encore limitée -moins de 7%<sup>21</sup>-. Elle devrait cependant s'accroître rapidement<sup>22</sup>. Enfin, une évaluation récente indique que le bassin du Tarim pourrait contenir 20% des réserves de gaz naturel du pays<sup>23</sup>.

Une histoire troublée

- 4 Historiquement, malgré son intérêt en matière d'échanges (les Routes de la Soie), cette aire géographique a souvent échappé, dans la longue durée, au contrôle effectif du pouvoir impérial chinois. Ce dernier n'y aurait exercé son autorité qu'environ 425 ans sur près de 2000 ans d'histoire<sup>24</sup>. La région ne deviendra une province de l'empire des

Qing qu'en 1884. Entre 1911 et 1949, la situation du Xinjiang sera extrêmement troublée (révoltes, seigneurs de la guerre, ingérences russes puis soviétiques)<sup>25</sup>. Entre 1944 et 1946, une république indépendante du Turkestan Oriental sera proclamée et contrôlera certaines parties de la région<sup>26</sup>. Ce n'est qu'en 1949 que les autorités chinoises (communistes) y reprennent pied. L'influence soviétique, qui a succédé à celle de la Russie tsariste n'y sera réduite que très graduellement. Le contrôle sur la région demeurera précaire puisqu'entre 1972 et 1977, l'URSS se saisira d'environ 2,800 km<sup>2</sup> de territoire chinois<sup>27</sup>. Cet arrière-plan historique a contribué à la formation d'une attitude chinoise empreinte de vigilance et principalement défensive à l'égard du Xinjiang. Pékin est particulièrement attentif à éviter toute forme d'ingérence extérieure qui pourrait y miner une souveraineté longtemps mal assurée.

Un paysage ethnoculturel complexe

- 5 Le Xinjiang est une région complexe du point de vue ethno-linguistique. En effet, plus de 55% de la population de la région autonome est d'origine ethno-linguistique non-Han. Ces populations, comme les Ouïghours<sup>28</sup> -qui représentent à eux seuls environ 47,50% de la population totale du Xinjiang<sup>29</sup>-, les Kirghizes, les Salars, les Ouzbeks, les Tatars ou les Kazakhs parlent des langues altaïques. De plus, la région est traversée par un clivage religieux. En effet, une majorité de la population du Xinjiang (61,7%), c'est-à-dire les populations turcophones, mais également les Hui (qui sont ethniquement Han mais islamisés), sont de confession musulmane (sunnite de rite hanafite)<sup>30</sup>. En résumé, une majorité de la population de la région autonome entretient davantage une communauté géographique, historique, ethnique, linguistique, religieuse et culturelle avec l'Asie centrale qu'avec la Chine.

Un mécontentement diffus au sein des populations autochtones

- 6 Depuis 1949, Pékin a été confronté à une agitation latente au Xinjiang. Au printemps 1996, les médias occidentaux s'en faisaient à nouveau l'écho<sup>31</sup>. Depuis 1949, les affrontements inter-ethniques ont principalement dressé des turcophones aux Chinois de souche représentant plus de 91% de la population globale de la Chine populaire. Cependant opposer simplement les populations ethniquement chinoises aux autochtones est réducteur. C'est ignorer les particularismes ethniques qui divisent les turcophones et qu'instrumentalisent les autorités chinoises<sup>32</sup>. Les troubles sporadiques démontrent cependant la frustration latente des populations autochtones face au pouvoir chinois. Différents facteurs concourent au mécontentement. Les excès du Grand Bond (on compte qu'environ 60 000 Kazakhs ont fui le Xinjiang septentrional pour l'Union soviétique en 1962 pour échapper à la famine) et les humiliations (notamment en matière religieuse) auxquels furent soumis les autochtones durant la Révolution culturelle ont entretenu ce sentiment<sup>33</sup>. La présence "colonisatrice" des Han, organisée par le biais du Corps de Production et de Construction du Xinjiang, est durement ressentie par les populations turcophones<sup>34</sup>. Alors qu'ils ne représentaient guère plus de 6% de la population de la région en 1949, les Han comptent aujourd'hui pour 37,50%<sup>35</sup>. Cet afflux ne devrait pas se tarir dans l'avenir du fait de l'arrivée d'une main-d'oeuvre venue participer à la mise en valeur économique de la région, mais aussi de la volonté politique continue des autorités pékinoises<sup>36</sup>. Les conséquences des réformes économiques mises en place par Deng Xiaoping depuis 1979 ont également accru le mécontentement. De nombreux turcophones se plaignent de l'écart croissant du niveau de vie entre le Xinjiang et les provinces côtières de la Chine, mais également, au sein de la région, entre autochtones et Han<sup>37</sup>. Avec la mise en exploitation des

richesses naturelles du Xinjiang, des voix s'élèvent contre ce que certains estiment être un pillage par Pékin sans contre-partie des ressources de la région<sup>38</sup>. Enfin, l'utilisation du site d'expérimentations nucléaires du Lop Nor par les autorités chinoises, sans que ne soient prises en considération les répercussions des essais sur la santé des populations locales, renforce le mécontentement populaire<sup>39</sup>.

Les dangers potentiels pesant sur le XinjiangLe nationalisme

- 7 Etant donné l'émergence de nouvelles républiques et vu le mécontentement diffus, les autorités pékinoises pouvaient craindre le développement des sentiments nationalistes et séparatistes aux seins des populations turcophones du Xinjiang. Les Ouïghours, les Kazakhs et les Kirghizs étaient les plus susceptibles d'être gagnés par ces idées. En effet, la création d'Etats indépendants kazakh et kirghiz en Asie centrale ne pouvait que stimuler les aspirations des populations ethniquement identiques du côté chinois de la frontière. Dans le cas des Ouïghours, les nouveaux Etats pouvaient servir de modèle mais également de soutien potentiel, étant donné leur proximité ethnique et la présence d'une diaspora ouïghoure sur leur territoire. L'importance exacte de la population ouïghoure vivant dans les républiques d'Asie centrale est délicate à déterminer. Les Ouïghours estiment être au total plus d'un million. Les chiffres des estimations varient cependant entre 185 000 et 500 000 pour le Kazakhstan, 37 000 et 250 000 pour le Kirghizstan, 5 000 et 20 000 pour le Turkménistan. En Ouzbékistan, le chiffre officiel est de 36 000. Cependant, vu la proximité linguistique de l'Ouzbek et du Ouïghour (groupe Karluk) de nombreux Ouïghours auraient été ouzbékisés. Ces populations ouïghoures ouzbékisées seraient très nombreuses dans la vallée du Ferghana<sup>40</sup>. L'indépendance de ces républiques a stimulé les activités de ces communautés. Ainsi au Kazakhstan où les Ouïghours possèdent un théâtre, des écoles et deux journaux, s'est tenu en juin 1992 le premier congrès nationaliste ouïghour. Il a abouti à la création du "Comité du Turkestan oriental" et de l'Organisation pour la liberté de l'Ouïghouristan<sup>41</sup>. Le "Comité du Turkestan oriental", devenu le "Front révolutionnaire national uni du Turkestan oriental", ne compte qu'un "Comité d'Action" comprenant une vingtaine de membres. Il publie un journal intitulé, "Voix du Turkestan oriental". L'"Organisation pour la liberté de l'Ouïghouristan" compte pour sa part 7 000 membres et publie en alphabet arabe le journal Ouïghouristan<sup>42</sup>. Des comités de libération ouïghours ont été créés au Tadjikistan et au Kirghizstan<sup>43</sup>. En juillet 1992, s'est tenu à Bishkek une réunion du "Parti pour un Ouïghouristan libre" rassemblant des délégués venus de toute l'Asie centrale<sup>44</sup>. En dehors de l'Asie centrale, il existe des communautés ouïghoures en Turquie, en Allemagne et en Arabie Saoudite<sup>45</sup>. La Fondation du Turkestan oriental (Docu Türkistan vakti) publie à Istanbul la revue *Dogu Türkistan Sesi* (Voix du Turkestan oriental), alors que l'association des Ouïghours de Kayseri édite la revue bimestrielle *Gök Bayrak*. Outre ces deux importantes revues, il existe également des journaux ouïghours dont la parution est cependant aléatoire comme *Sarki Türkistan* (Turkestan oriental) et *Docu Türkistan Gençleri* (Jeunesse du Turkestan oriental)<sup>46</sup>. Grâce à l'ouverture économique du Xinjiang depuis 1986, des contacts ont été établis entre les Ouïghours de Turquie et leurs coreligionnaires. Enfin, sur le territoire chinois, vingt-sept organisations clandestines ouïghoures seraient actives dans la région autonome du Xinjiang<sup>47</sup>. En ce qui concerne les populations kazakhes, de manière générale, l'indépendance du Kazakhstan a stimulé leurs aspirations nationales. Ainsi, la Mongolie où vit une importante minorité kazakhe a vu se développer des revendications visant à une plus grande autonomie voire à l'indépendance de la province de Bayan Olgii<sup>48</sup>. En Chine, des heurts auraient opposé

des Kazakhs à l'Armée Populaire de Libération en 1993<sup>49</sup>. Enfin, il existe au Kazakhstan un parti nationaliste dont le programme prévoit la réunification avec la nation Kazache au Xinjian<sup>50</sup>. Au regard de ses divers éléments, le risque d'extension des aspirations nationales et séparatistes au sein des autochtones du Xinjiang semblaient réels.

#### Le pan-turquisme

- 8 Après la disparition de l'Union soviétique, Pékin pouvait également craindre l'accroissement de l'influence de la Turquie en Asie centrale et la propagation concomitante de l'idée pan-turque. Cette extension du rôle d'Ankara semblait d'autant plus crédible qu'à l'exception du Tadjikistan persophone, les quatre autres républiques d'Asie centrale entretiennent des liens historiques, ethniques, religieux, culturels et linguistiques étroits avec le monde turc. Dans ce contexte, vu en outre la présence d'une communauté ouïghoure en Turquie, les déclarations à connotation pan-turque du Premier ministre S. Demirel lors d'une tournée en Asie centrale en 1992, ne pouvaient que renforcer les craintes de Pékin<sup>51</sup>.

#### Les obstacles au nationalisme et à l'idée pan-turque

- 9 Cependant, si l'on considère attentivement les possibilités de propagation du nationalisme ou de l'idée pan-turque, on constate que leur extension se heurte à des obstacles importants tant sur le plan interne à la Chine que sur le plan international.

#### Le nationalisme

- 10 1. Sur le plan interne chinois, la fragmentation de l'identité ouïghoure constitue un obstacle majeur au développement du nationalisme. Traditionnellement, les Ouïghours ont tendance à s'identifier en priorité par référence aux oasis dont ils sont originaires<sup>52</sup>. A travers l'histoire, ce localisme a été accentué par l'isolement géographique des oasis et aussi par les influences culturelles diverses qui se sont exercées au Xinjiang. Les travaux de J. Rudelson ont montré que loin d'être homogène, la région est composée de quatre aires géographiques influencées par des cultures différentes<sup>53</sup>. Outre ces éléments, l'identité ouïghoure suit une ligne de fracture parallèle à celle qui sépare les différents groupes sociaux<sup>54</sup>. Ces facteurs entretiennent un localisme qui nuit à la formation d'une identité unitaire parmi la population ouïghoure et partant au nationalisme. Comme le remarquait amèrement un ouïghour installé au Kazakhstan, *"the tragedy of the Uighurs is that they have always been divided. We can't unite"*<sup>55</sup>.
- 11 2. Sur le plan international, le risque de développement d'un nationalisme agressif en Asie centrale avec répercussions sur le Xinjiang semble limité. Les partis nationalistes centre-asiatiques sont relativement faibles<sup>56</sup>. Le nationalisme centre-asiatique s'inscrit en outre dans les frontières héritées de la période soviétique. Toute remise en cause de cet état de fait *"ouvrirait la boîte de Pandore"*<sup>57</sup>. Enfin, la présence sur le territoire de certaines des républiques d'Asie centrale de minorités russophones importantes (comme au Kazakhstan et au Kirghizstan) ou de troupes russes (comme au Tadjikistan), limite l'adoption de politiques nationalistes qui heurteraient Moscou et provoqueraient les réactions des russophones. On a pu constater par exemple que les politiques de promotion de la langue nationale dans les républiques d'Asie centrale se sont heurtées aux résistances des minorités russophones<sup>58</sup>. Dans ce domaine, Pékin peut compter sur Moscou pour limiter le nationalisme potentiel des Etats centre-asiatiques.

#### L'idée pan-turque

- 12 1. Sur le plan interne à la Chine, les particularismes ethniques ainsi que l'absence d'une réelle solidarité entre les peuples turcophones constituent autant de freins à la propagation de l'idée pan-turque. En outre, le nationalisme Kazakh a eu tendance à

diviser les turcophones du Xinjiang, tout en fragilisant la situation des Ouïghours du Kazakhstan. De manière générale, le sentiment nationaliste présent dans les républiques d'Asie centrale a ranimé au Xinjiang, l'opposition traditionnelle entre sédentaires (Ouïghours) et nomades (Kazakhs et Kirghizes). Dans ces conditions, l'idée pan-turque semble ne devoir rencontrer que peu d'échos.

- 13 2. Sur le plan international, la Turquie a déclaré à plusieurs reprises qu'elle n'entendait poursuivre aucune visée pan-turque<sup>59</sup>. Même si les Ouïghours trouvent un soutien au sein des mouvances nationalistes et islamistes turcs, il semble clair qu'Ankara n'a pas la volonté de s'aliéner le marché chinois en s'opposant à Pékin. Dans le cas où elle aspirerait néanmoins à poursuivre des objectifs pan-turcs, ses ambitions se heurteraient à des contraintes insurmontables. Sur les plans économique et financier, elle ne dispose pas des moyens nécessaires à la réalisation d'un tel objectif<sup>60</sup>. Sur le plan stratégique, un projet pan-turc en Asie centrale rencontre l'opposition non seulement de la Chine mais également de l'Iran et de la Russie<sup>61</sup>. En outre, les républiques d'Asie centrale sont confrontées à une série de difficultés les opposant potentiellement. Ces problèmes sont de nature territoriale (comme par exemple entre le Turkménistan et le Kazakhstan<sup>62</sup>, entre le Turkménistan et l'Ouzbékistan<sup>63</sup>, ou encore entre l'Ouzbékistan et le Kazakhstan<sup>64</sup>), ethnique (ainsi entre Kirghizes et Ouzbeks dans la vallée du Ferghana comme en témoignent les émeutes de Osh<sup>65</sup> ou encore entre Ouzbeks et Tadjiks<sup>66</sup>), ou enfin tiennent à une rivalité pour la prééminence régionale (notamment entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan<sup>67</sup>). Comment dans ces conditions développer une réelle solidarité pan-turque ? Les républiques d'Asie centrale ne sont d'ailleurs guère enclines à promouvoir l'idée pan-turque<sup>68</sup>, d'autant qu'elle rencontre la ferme opposition de Moscou. Le pan-turquisme relève en Asie centrale plus du mythe que de la réalité.

Dernier obstacle au nationalisme et au pan-turquisme : la vigilance de Pékin

- 14 1. Sur le plan interne, l'action des autorités chinoises pour assurer leur emprise sur le Xinjiang est vigoureuse. Outre l'encouragement à un peuplement Han destiné à submerger peu à peu les autochtones dans une population considérée comme plus fidèle, Pékin a procédé depuis 1989, à un renforcement de son appareil de répression. Les forces de l'ordre sont estimées à plus de 200 000 hommes alors que le Corps de construction et de production du Xinjiang pourrait fournir des forces d'appoint<sup>69</sup>. La répression est vigoureuse et s'est traduit par de nombreux procès et des exécutions visant les "*sécessionnistes ethniques*"<sup>70</sup>. Enfin, Pékin renforce l'intégration du Xinjiang au reste du territoire chinois par le biais de l'économie, tout en l'ancrant davantage grâce au développement des infrastructures routières, ferroviaires et aériennes<sup>71</sup>.
- 15 2. Sur le plan international, Pékin a mis en oeuvre une politique qui vise à contenir le soutien potentiel dont les populations turcophones du Xinjiang pourraient jouir en Asie centrale. A l'occasion de sa tournée dans les capitales centre-asiatiques au mois d'avril 1994, Li Peng a tâché d'obtenir l'assurance qu'aucune action ne serait entreprise pour soutenir les mouvements séparatistes<sup>72</sup>. Cette politique a recueilli le succès escompté. Lors d'une visite de Hu Jintao en octobre 1995, le président ouzbek, Islam Karimov a rappelé qu'il s'opposait à toute forme de séparatisme en Chine<sup>73</sup>. Dans le cas du Kazakhstan, même s'il s'était montré plus réservé au départ<sup>74</sup>, le président N. Nazarbaev a également accepté ce principe, lors de son voyage en septembre 1995<sup>75</sup>. En avril 1996, le ministre kazakh des Affaires étrangères a mis en garde les Ouïghours de Chine contre toute tentative de sécession<sup>76</sup>, alors que plusieurs mouvements



nationalistes ouïghours ont été interdits par les autorités d'Almaty<sup>77</sup>. En juillet 1996, dans une déclaration commune signée par Jiang Zemin et N. Nazarbaev à Almaty, la Chine et le Kazakhstan ont réitéré cette mise en garde<sup>78</sup>. Le Kirghizstan a, pour sa part, temporairement interdit les activités de l'organisation ouïghoure *Ittifak* sur son territoire<sup>79</sup>. A l'occasion de sa rencontre avec Jiang Zemin, le président Akaev s'est également déclaré fermement opposé au séparatisme ethnique<sup>80</sup>. Dans le courant du mois d'avril 1996, Pékin a conclu avec le Kirghizstan, le Kazakhstan et d'"autres pays non-spécifiés", un accord visant à combattre le séparatisme, le terrorisme et toute activité fondamentaliste<sup>81</sup>. Enfin, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, et la Russie ont conclu avec la Chine le 26 avril 1996, un accord concernant le renforcement des mesures de confiance le long de leurs frontières communes, sans que la question ouïghoure ne soit soulevée par les républiques centre-asiatiques<sup>82</sup>. Peu après la conclusion de cet accord, les autorités chinoises ont renforcé leur contrôle sur les Ouïghours au Xinjiang<sup>83</sup>. Cette attitude suggère que Pékin s'est acquis le soutien de ses voisins sur cette question. Les gouvernements d'Asie centrale n'ont en fait aucun intérêt à froisser leur puissant voisin chinois<sup>84</sup> <sup>85</sup>. Face à Pékin, la cause de l'indépendance ouïghoure ne présente aucun attrait aux yeux des dirigeants des républiques d'Asie centrale. Une coopération politique et économique avec la Chine offre en fait davantage d'intérêts.

- 16 En résumé, les aspirations nationalistes ou les sentiments pan-turcs présents au Xinjiang ou en Asie centrale ne constituent pas de véritables dangers pour Pékin. Les récentes "menaces séparatistes", agitées par les autorités locales du Xinjiang ne semblent guère remettre en cause cette constatation<sup>86</sup>. En fait, elles relèvent, semble-t-il, plus d'une manipulation destinée à obtenir une aide financière accrue des autorités centrales chinoises que d'une véritable menace indépendantiste<sup>87</sup>. Reste à examiner le danger potentiel du fondamentalisme islamique.

Le fondamentalisme islamique, réalité ou fiction ?

- 17 Le développement du fondamentalisme islamique sur le territoire chinois a été présenté comme un risque réel<sup>88</sup>. Le terreau paraît à première vue favorable. En effet, outre le fait que la majorité de la population du Xinjiang est de confession musulmane, d'un point de vue géostratégique, la région est bordée par deux pays (l'Afghanistan et le Tadjikistan, mais on pourrait ajouter le Cachemire) où la composante islamiste joue un rôle important dans la guerre civile qui s'y déroule. En outre, le Xinjiang partage une frontière avec le Pakistan où prospèrent des groupes fondamentalistes. Depuis le territoire de ces différents Etats, les possibilités de contacts, de trafics ou même d'infiltrations à travers les frontières souvent poreuses du Xinjiang sont nombreuses. Des idées islamistes franchissent d'ailleurs la frontière chinoise depuis le Pakistan. Ces simples constats invitent Pékin à être vigilant. Il y a plus : prise dans son ensemble, la Chine est le douzième pays musulman du monde<sup>89</sup>. Officiellement, les autorités décomptent 18 millions de fidèles répartis en dix communautés ethniques<sup>90</sup>. On trouve sur le territoire chinois d'importantes aires de concentration musulmane ainsi au Ningxia, au Gansu, au Qinghai et au Xinjiang<sup>91</sup>, mais aussi des centres religieux historiquement importants comme Kachgar<sup>92</sup>. Cette dernière ville abrite d'ailleurs les autorités du "Dogu Türkistan Islam Partisi", le plus important parti d'assistance au Xinjiang. Fondé en 1950, il compte actuellement 60 000 membres ainsi qu'une branche armée. Récemment, certaines de ces zones ont été le théâtre de troubles<sup>93</sup>. En avril 1990, à Baren au Xinjiang, Pékin a été confronté à une rébellion armée<sup>94</sup>. En février



1992, un attentat à la voiture piégée attribué à des séparatistes musulmans a fait plusieurs victimes à Ürümqi<sup>95</sup>. En outre, en 1989 et 1993, les communautés musulmanes de Chine -dont les Hui- ont vigoureusement protesté contre la publication d'ouvrages "*jugés insultants à l'égard des musulmans*"<sup>96</sup>. Ces troubles ont été identifiés comme les symptômes du danger fondamentaliste en Chine. Cependant, malgré un retour certain du religieux parmi les communautés musulmanes, cette menace potentielle doit être fortement relativisée. Deux types d'éléments entrent en considération. Les premiers touchent à la situation de l'islam en Chine, les seconds à celle de l'islam dans les républiques d'Asie centrale.

Les obstacles au fondamentalisme islamique

- 18 Si la population musulmane est substantielle en chiffres absolus, elle est toutefois disséminée sur l'ensemble du territoire chinois et assez souvent noyée parmi plus de 1,2 milliard d'habitants. Outre cette dilution, l'islam est fortement encadré et contrôlé par le pouvoir, notamment à travers l'Association islamique de Chine<sup>97</sup>. La potentialité d'une union de l'ensemble des musulmans face au pouvoir semble "*peu vraisemblable*"<sup>98</sup>. En effet, les nationalités musulmanes de Chine sont séparées par un clivage ethnique Han/non-Han que le pouvoir chinois entretient et instrumentalise en fait à son profit<sup>99</sup>. Ainsi les Hui qui sont des Han représentent environ la moitié de l'ensemble des musulmans de Chine<sup>100</sup> et jouissent d'un traitement différencié et privilégié par rapport aux populations turcophones non-Han comme les Kazakhs, les Kirghizes et surtout les Ouïghours<sup>101</sup>. Cette minorité religieuse, la plus urbanisée du pays - ce qui est un avantage certain-, est en effet choyée par Pékin<sup>102</sup>. Cette dernière en a fait la vitrine de l'islam en Chine<sup>103</sup> et l'utilise dans ses relations avec les Etats musulmans<sup>104</sup>. Ce traitement différencié joue également en matière de répression<sup>105</sup>. En tout état de cause, les Hui ne posent pas de réels problèmes de sécurité au pouvoir chinois<sup>106</sup>, d'autant que leur attachement aux traditions soufies les rend moins perméables aux influences fondamentalistes. La différence de traitement dont jouissent les Hui renforce leurs sentiments d'appartenance à une communauté distincte de celle des autres musulmans et réduit d'autant une solidarité potentielle. La communauté musulmane de Chine apparaît donc fragmentée à la base. Cette fragmentation va cependant au-delà de cette séparation Han-non-Han. En effet, les populations Hui et ouïghoure sont elles-mêmes fragmentées<sup>107</sup>. Ainsi les intellectuels ouïghours rejettent-ils l'islam traditionaliste rendu responsable de la passivité de la population alors que les paysans considèrent davantage comme partie intégrante de la tradition ouïghoure<sup>108</sup>. Enfin, au Xinjiang, l'islam est vécu différemment par les diverses nationalités musulmanes qui s'y cotoient<sup>109</sup>.

- 19 Face au danger potentiel du fondamentalisme islamique, la Chine se trouve donc en position de force. L'islam auquel elle est confrontée apparaît particulièrement fragmenté. Les Hui, jouissant d'un statut privilégié, n'ont guère d'intérêts à remettre en cause un pouvoir qui les favorise. Restent les Ouïghours, isolés des Hui par leur "turquicité" et divisés. Les sirènes du fondamentalisme peuvent-elles les atteindre ? Dans cette éventualité, constituent-ils une menace pour le pouvoir chinois ? La réponse à cette dernière question semble négative<sup>110</sup>. La menace islamique semble à ce point ténue que M. Jan s'est demandé si elle ne constituait pas un épouvantail agité par le pouvoir central<sup>111</sup>. La situation en Asie centrale inverse-t-elle ces conclusions ?

L'islam en Asie centrale

- 20 Si le fondamentalisme islamique a été présenté comme un facteur substantiel de déstabilisation potentielle de l'Asie centrale, on peut s'interroger sur le bien-fondé d'une telle analyse<sup>112</sup>.
- 21 1. Sur le plan interne, si l'on a bien assisté à un retour du religieux en Asie centrale<sup>113</sup>, ce phénomène ne conduit pas nécessairement au fondamentalisme. Outre la faiblesse historique de l'islam au Kazakhstan, au Kirghizstan et au Turkménistan<sup>114</sup>, le phénomène de "revivalisme" islamique est encouragé, contrôlé et manipulé par les pouvoirs en place<sup>115</sup>. Les gouvernants centre-asiatiques ont récupéré la symbolique islamique à leur profit et promu un islam national pour légitimer leur autorité<sup>116</sup>. Si l'islam est devenu un facteur culturel important<sup>117</sup> et une composante de l'identité nationale des Etats d'Asie centrale, parallèlement, les pouvoirs s'opposent au développement d'un fondamentalisme islamique qui risquerait de saper leur autorité<sup>118</sup>. Le prétexte du "danger fondamentaliste" légitime ainsi l'adoption de régimes autoritaires (Ouzbékistan et Turkménistan) ou limitant les libertés civiles (Kazakhstan, Kirghizstan)<sup>119</sup>. En résumé, la menace islamique sur l'Asie centrale tient plus de l'hypothèse que de la réalité<sup>120</sup>.
- 22 2. Sur le plan international, le rôle prêté à l'Iran dans la propagation potentielle d'un islam militant dans la région ne correspond pas à la réalité<sup>121</sup>. Le fait que Téhéran professe un islam chiite alors que la majeure partie des peuples d'Asie centrale sont de confession sunnite s'oppose à l'extension de son influence. Même au Tadjikistan persophone et culturellement proche de l'Iran, cette incompatibilité religieuse demeure d'ailleurs<sup>122</sup>. En matière de prosélytisme religieux, Téhéran a adopté en Asie centrale, une attitude plus modérée que celle du Pakistan ou de l'Arabie Saoudite<sup>123</sup>. Cependant, même si ces deux derniers Etats entendent poursuivre l'extension de l'Islam, ils n'ont sur le fond aucun intérêt à indisposer Pékin. Au contraire, le Pakistan a besoin de son puissant voisin chinois face à l'Inde alors que l'Arabie saoudite doit ménager la Chine afin d'éviter un rapprochement de Pékin avec Téhéran. Enfin Pékin, les dirigeants d'Asie centrale et Moscou s'accordent sur une politique de contrôle du fondamentalisme islamique<sup>124</sup>. Aussi la marge de manoeuvres des fondamentalistes apparaît-elle singulièrement étroite. Le danger islamique relève en fait pour la Chine, beaucoup plus de l'hypothèse d'école que de la réalité. Dans le domaine de la sécurité face à l'Asie centrale, seule demeurerait pour la Chine la question de l'émergence du Kazakhstan comme puissance nucléaire. Aujourd'hui cette question a perdu de son acuité, le Kazakhstan ne possédant plus d'armes nucléaires sur son territoire<sup>125</sup>.
- 23 Au terme de cette brève analyse, nous pouvons constater que Pékin se trouve moins exposé dans ses relations avec l'Asie centrale aux dangers potentiels du nationalisme, du pan-turquisme, du fondamentalisme ou de la menace nucléaire que certains analystes ne l'avaient laissé entendre. Pékin a tiré très tôt cette conclusion. Aussi, son discours initial empreint de défiance a rapidement cédé le pas à une ouverture économique de la Chine en direction de l'Asie centrale.
- Le partenariat  
L'essor des relations économiques : vers de nouvelles "Routes de la soie" ?
- 24 A partir de 1992, les échanges économiques entre Pékin et l'Asie centrale ont pris de l'ampleur. En 1994, Pékin serait devenu le second partenaire commercial en importance de la région<sup>126</sup> -à l'exception du Turkménistan et du Tadjikistan<sup>127</sup>-, mais loin encore derrière la Russie. A l'occasion de sa tournée en Asie centrale au printemps 1994, Li Peng a d'ailleurs souligné l'importance croissante de ces relations en évoquant

l'ouverture d'une version moderne des "Routes de la Soie". Le tableau ci-dessous donne une idée des volumes d'échanges<sup>128</sup>.

Le commerce de la Chine avec les Etats d'Asie centrale en 1992, 1993 et 1994 (en million de \$)<sup>129</sup>

	Kazakhstan	Kirghizstan	Ouzbékistan	Tadjikistan	Turkménistan
Exportations chinoises					
1992	227, 12	18, 85	38, 89	1, 95	4, 09
1993	171, 69	36, 55	42, 80	6, 48	3, 85
1994	138, 69	29, 93	51, 46	0, 68	3, 67
Importations chinoises					
1992	141, 17	16, 64	13, 63	0, 8	0, 41
1993	263, 04	65, 96	11, 45	5, 87	0, 8
1994	196, 96	75, 45	72, 21	2, 50	7, 59

25 Comme le montre ce tableau, le Kazakhstan est de loin le premier partenaire commercial de la Chine en Asie centrale. En 1995, Pékin occupe la troisième place dans les échanges commerciaux d'Almaty, après la Russie et les Pays-Bas, avec 6,1% des exportations kazakhes et 5% de ses importations<sup>130</sup>. Lors de son voyage à Pékin en septembre 1995, le président Nazarbaev signalait que 18 compagnies chinoises possédaient une représentation permanente au Kazakhstan tandis que 350 joint-ventures sino-kazakhs y étaient enregistrés<sup>131</sup>. A l'occasion de cette visite, 40 documents bilatéraux touchant notamment à l'aviation civile, à la protection des investissements et aux transports, ont été signés entre Pékin et Almaty<sup>132</sup>. Une réunion devrait se tenir en octobre 1996 afin d'examiner les moyens d'accroître encore ces relations commerciales<sup>133</sup>. La Chine importe du Kazakhstan des matières premières (minerais non-ferreux, métaux rares, métaux précieux), des biens d'équipement lourd et des engrais, tandis qu'elle exporte ses produits agricoles et ses biens de consommation courante<sup>134</sup>. Au Kirghizstan, une zone économique spéciale pour les relations avec la Chine a été établie dans la ville de Naryn. Bishkek exporte des matières premières (surtout minérales) et importe des biens de consommations chinois. La présence commerciale chinoise serait si importante dans le pays que certains pensent que Pékin pourrait dominer l'économie kirghize avant l'an 2000<sup>135</sup>. Fin 1992, Pékin était devenu le premier partenaire commercial hors CEI de l'Ouzbékistan. Il semble cependant qu'Ankara l'ait devancé en 1993, alors que Pékin repassait en tête en 1994. Tachkent exporte en Chine son coton, ses engrais, ses biens d'équipements lourds en échange de biens de consommations<sup>136</sup>.

26 Outre le volet commercial, Pékin et l'Asie centrale ont établi des relations dans le domaine énergétique. L'Asie centrale pourrait devenir un des fournisseurs de la Chine. La région autonome du Xinjiang a ainsi conclu en 1995 un accord avec Bishkek pour la

fourniture d'électricité en échange de pétrole<sup>137</sup>. En 1993, la Chine et le Kirghizstan avaient déjà conclu un accord portant sur l'exploitation en commun du potentiel hydroélectrique du fleuve Horgos<sup>138</sup>. Des projets de gazoducs sont à l'étude. Ils envisagent de relier le Turkménistan ou l'Ouzbékistan au Japon en passant par la Chine<sup>139</sup>. Un accord a d'ailleurs été conclu entre Pékin et le Turkménistan lors de la visite de Li Peng en 1994<sup>140</sup>. Le Kazakhstan envisagerait pour sa part de faire transiter une partie du pétrole de la Caspienne destiné au marché d'Asie de l'Est par la Chine. Le projet est estimé à 12 milliards de dollars<sup>141</sup>.

- 27 Vu sa localisation géographique, la région autonome du Xinjiang occupe une place centrale dans le développement de ces relations. Le commerce transfrontalier représente ainsi 50% du total des importations et des exportations de la région<sup>142</sup>. En 1995, les échanges transfrontaliers auraient atteint 695 millions de dollars (dont 35% de "cash trade")<sup>143</sup>. Depuis 1992, Ürümqi accueille une foire commerciale internationale qui attire de nombreux hommes d'affaires d'Asie centrale<sup>144</sup>. Pour permettre l'essor des flux commerciaux entre la région autonome et ses voisins d'Asie centrale mais également la Russie, l'accent a été mis sur l'accroissement des infrastructures. En 1992, une voie de chemin de fer reliant Ürümqi à Almaty et au-delà à Bishkek, Tachkent et Achkabad est entrée en service. Cette ligne est importante tant pour la Chine que pour les Etats d'Asie centrale. En effet, des marchandises peuvent à présent circuler depuis la province du Jiangsu. Sur la côte pacifique de la Chine, jusqu'à Rotterdam à travers l'Asie centrale ou la Russie<sup>145</sup>. Le réseau routier du Xinjiang a été amélioré afin de relier la région aux états voisins, notamment au Kazakhstan<sup>146</sup>. C'est ainsi qu'en 1993, une dizaine de routes reliant l'Asie centrale à la Chine sont entrées en service<sup>147</sup>. Des liaisons aériennes ont été établies avec l'Asie centrale (Urumqi-Almaty et Ürümqi-Tachkent) alors que l'aéroport de Ürümqi est en voie d'agrandissement<sup>148</sup>. Au printemps 1994, des accords visant à l'extension des liaisons aériennes et ferroviaires ont été conclus entre la Chine d'une part, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan d'autre part. L'accroissement du commerce transfrontalier a conduit au développement de zones commerciales jouissant d'avantages spéciaux près des points de passage<sup>149</sup>. Le nombre de ces point de passage à la frontière du Xinjiang devrait passer de 13 à 20 en l'an 2000<sup>150</sup>.

Les avantages politiques du partenariat économique

- 28 Dans l'analyse de Pékin, l'extension des relations économiques doit contribuer dans l'avenir à la stabilité régionale<sup>151</sup>. Sur le plan interne, en invitant les populations turcophones à participer à la croissance économique, Pékin compte réduire leur mécontentement et même à terme gagner leur adhésion. Les Ouïghours sont particulièrement visés par cette stratégie étant donné le rôle d'intermédiaire qu'ils peuvent jouer dans les nouvelles relations commerciales entre la Chine et l'Asie centrale<sup>152</sup>. Cette stratégie semble d'ailleurs déjà porter des fruits<sup>153</sup>.
- 29 Sur le plan régional, comme nous l'avons vu, l'essor des liens économiques s'est accompagné d'un développement parallèle des relations politiques. L'établissement d'une coopération politique entre Pékin et ses voisins d'Asie centrale accroît le contrôle de la Chine sur les Ouïghours. La tournée de juillet 1996 entreprise par Jiang Zemin en Asie centrale visait à l'approfondir davantage<sup>154</sup>. Au-delà des objectifs de stabilité, la pénétration économique de Pékin en Asie centrale signifie également l'extension de son influence et son retour dans une aire d'influence traditionnelle. Cette stratégie chinoise de développement des liens économiques et des infrastructures avec l'Asie centrale vise

également à faciliter, à moyen terme, une extension de son commerce (et parallèlement de son influence) vers le Moyen-Orient, le Golfe Persique et l'Europe<sup>155</sup>. Si cette stratégie devait se concrétiser, l'accent actuel mis sur la "Chine bleue" (la Chine de la façade maritime) se doublerait alors d'une réactivation moderne des antiques voies commerciales terrestres. Avec cette double ouverture économique, Pékin se trouverait alors placé dans une position stratégique extrêmement favorable, au carrefour des ensembles pacifique et euro-asiatique. Jamais la Chine n'aurait mieux porté le nom d'"Empire du Milieu".

- 30 Pour les Etats d'Asie centrale, l'accroissement des relations avec Pékin revêt de nombreux avantages. En matière économique, outre le débouché qu'elle constitue pour leurs productions, la Chine leur offre à bas prix les produits de consommation courante dont le système soviétique les frustrait, tout en leur permettant de multiplier les partenaires commerciaux<sup>156</sup>. En outre, grâce notamment à l'essor des infrastructures ferroviaires, elle pourrait permettre à l'Asie centrale d'accéder au Pacifique, l'aire économique la plus dynamique de la planète. Sur le plan stratégique, Pékin leur fournit également l'opportunité de se désenclaver et donc d'échapper à Moscou qui demeure cependant très présente<sup>157</sup>. Ainsi, un accord de transport autorisant le Kazakhstan à utiliser le port chinois de Lianyungang (province du Jiangsu sur la mer Jaune) comme point de transit pour ses marchandises a été conclu lors de la visite du président Nazarbaev à Pékin en septembre 1995, offrant ainsi à Almaty un accès à la mer libre<sup>158</sup>. La Chine propose également un modèle de transition économique mêlant croissance et autoritarisme politique, plus efficace que le modèle russe<sup>159</sup>. Les Présidents ouzbek et turkmène ont d'ailleurs exprimé leur intérêt pour ce modèle<sup>160</sup>. Enfin, si elle devait se concrétiser, la stratégie chinoise de double ouverture économique permettrait à l'Asie centrale de retrouver le rôle traditionnel d'intermédiaire qu'elle a occupé dans la longue durée.

#### Les contraintes

- 31 Malgré l'optimisme affiché, des contraintes substantielles demeurent. Ainsi, l'essor des relations énergétiques entre Pékin et l'Asie centrale pourrait être considérablement freiné par l'ampleur des investissements nécessaires à la construction des infrastructures indispensables à l'acheminement des matières vers les centres de consommation chinois situés à plusieurs milliers de kilomètres des zones de production centre-asiatiques. En outre, d'autres projets énergétiques, notamment avec la Russie, pourraient entrer en concurrence avec ceux d'Asie centrale<sup>161</sup>. Enfin, dans ce domaine, de manière générale, il est clair que les compagnies Chinoises ont bien moins à offrir que les sociétés occidentales. En matière commerciale, les difficultés abondent également. On peut citer pêle-mêle les taux d'inflation élevés, le manque de protection juridique des investissements, l'insuffisance des liaisons postales et téléphoniques, le contingentement des déplacements frontaliers, les réglementations douanières tatillonnes, le manque de liquidité en devises, les problèmes de qualité des marchandises<sup>162</sup>. Plus fondamentalement, dans ces échanges commerciaux avec l'Asie centrale, la Chine joue sur la complémentarité entre les économies centre-asiatiques et la sienne<sup>163</sup>. Or, cette complémentarité n'est pas assurée dans le cas du Xinjiang. Au contraire, les productions des républiques d'Asie centrale et de la région autonome sont assez similaires (matières premières, pétrole, gaz, coton etc.). Elles pourraient donc entrer en concurrence, non seulement en matière de production, mais aussi à l'égard des investissements étrangers<sup>164</sup>. Pour pallier à ce problème, le Xinjiang tente de diversifier ses productions et ses partenaires économiques frontaliers, en développant

notamment ses liens avec la Fédération de Russie tout en favorisant les investissements étrangers<sup>165</sup>. De manière générale, il est clair que l'état des économies centre-asiatiques freine l'essor des échanges avec Pékin. En outre, dans le domaine des investissements, le manque chronique de capitaux en Chine la rend moins attrayante aux yeux des Etats d'Asie centrale que les Etats-Unis, l'Europe occidentale ou même le Japon<sup>166</sup>.

- 32 La stratégie chinoise touchant au Xinjiang comporte également une part importante d'incertitude. Certains ont fait remarquer que cette stratégie de développement de l'économie pourrait bien être à double tranchant. Ils soulignent en effet que les pressions centrifuges au Xinjiang pourraient s'en trouver accrues du fait de l'intensification des contacts individuels liés aux échanges mais aussi au développement des infrastructures. Il est cependant encore trop tôt pour trancher cette question. Pékin a pour sa part fait le pari inverse.

Les sources de frictions entre les Etats d'Asie centrale et Pékin Les essais nucléaires

- 33 Contrairement au moratoire observé depuis 1992 par les puissances nucléaires<sup>167</sup>, Pékin poursuit ses expérimentations sur le site du Lop Nor dans la région autonome du Xinjiang<sup>168</sup>. Les conséquences catastrophiques de la gestion soviétique sur l'environnement de l'Asie centrale<sup>169</sup> ont rendu les populations locales, singulièrement celles du Kazakhstan et du Kirghizstan, particulièrement sensibles aux questions touchant à l'écologie, la poursuite des essais nucléaires chinois indispose tant Bichkek qu'Almaty. Les deux Etats s'inquiètent de ses conséquences sur l'environnement et la santé des populations exposées. Des manifestations de protestations se sont déroulées tant au Kirghizstan<sup>170</sup> qu'au Kazakhstan<sup>171</sup>. Le fait que la Chine procèderait à ses essais en jouant sur l'orientation des vents, de manière à ce que les retombées radioactives éventuelles touchent plutôt l'Asie centrale que la Chine elle-même fait l'objet de critiques acerbes<sup>172</sup> qu'au Kazakhstan, l'organisation écologiste *Nevada-Semipalatinsk* a protesté devant l'ambassade de Chine en juin 1994 alors qu'une marche anti-nucléaire en direction de la frontière chinoise était organisée en août 1995<sup>173</sup>. Lors de sa visite en Chine en septembre 1995, le président Nazarbaev a abordé la question des essais avec son homologue chinois, Jiang Zemin<sup>174</sup>. A cette occasion, la constitution de commissions chargées d'enquêter sur les effets des expérimentations nucléaires chinoises sur l'environnement kazakh aurait été décidée<sup>175</sup>. Sur le fond, cette question dépasse largement le cadre des relations sino-centre-asiatiques. Elle s'inscrit en fait dans la stratégie chinoise à l'échelle planétaire. Dans ces conditions, les protestations venues d'Asie centrale n'ont guère de poids. L'espoir pour les voisins immédiats de la Chine réside dans le fait que Pékin pourrait adhérer en 1996 au traité d'interdiction total des essais nucléaires. Cette adhésion n'est cependant pas assurée (notamment en ce qui concerne la durée de l'interdiction), même si certains se montrent optimistes<sup>176</sup>. La poursuite des expérimentations nucléaires a, en tout cas, contribué au développement de sentiments anti-chinois tant au Kazakhstan qu'au Kirghizstan<sup>177</sup>.

La question des frontières

- 34 En accédant à l'indépendance, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizstan ont hérité d'un lourd contentieux frontalier et territorial avec Pékin. Dans les Pamirs, 20 000 km<sup>2</sup> seraient en litige entre la Chine et le Tadjikistan<sup>178</sup>. Avec le Kazakhstan et le Kirghizstan, le contentieux pourrait potentiellement porter sur la rétrocession d'un territoire pouvant atteindre 700 000 km<sup>2</sup><sup>179</sup>. Pékin considèrerait également la vallée du Fergana comme étant un territoire chinois<sup>180</sup>. Si le problème du tracé frontalier avec le Kazakhstan semble relativement aisé à régler étant donné la nature favorable du

terrain, la question est plus délicate dans les deux autres cas, vu les reliefs, mais également l'absence de documentation historique<sup>181</sup>. Depuis 1990, des négociations frontalières périodiques se déroulent entre les représentants la Chine d'une part, et ceux de la Russie, du Kazakhstan, du Tadjikistan et du Kirghizstan de l'autre. Le 26 avril 1994, Pékin et Almaty ont signé un accord réglant la quasi-totalité du différend frontalier<sup>182</sup>. Aucun accord global similaire ne semble avoir été conclu ni avec le Kirghizstan, ni avec le Tadjikistan<sup>183</sup>. Des discussions se poursuivent cependant entre Pékin et les capitales d'Asie centrale dans le cadre de réunions auxquelles la Russie demeure associée<sup>184</sup>. Actuellement, Pékin a adopté une attitude conciliante sur la question des frontières. Cependant, en l'absence de règlement définitif, rien ne lui interdit de l'exhumer en cas de nécessité. L'instrumentalisation croissante du nationalisme par le pouvoir chinois constitue un facteur potentiellement explosif au regard des frontières. Les thèmes des territoires perdus au siècle dernier et du tracé injuste des frontières conservant toutes leurs capacités mobilisatrices, certains pourraient être tentés d'y recourir, au grand dam des républiques d'Asie centrale.

L'immigration chinoise.

- 35 Les réformes économiques ont accru la mobilité de la population chinoise. Actuellement, pour l'ensemble de la Chine, on estime à environ 50 à 100 millions, le nombre de "flottants" c'est-à-dire d'individus à la recherche d'emplois<sup>185</sup>. La forte croissance économique de la Chine ne semble pas être en mesure d'absorber ce surplus colossal de main-d'oeuvre. Aussi, la tentation est-elle forte pour certains de courir leurs chances en dehors des frontières de la Chine. Un tel phénomène est apparu non seulement dans l'Extrême-Orient russe et en Sibérie, mais également en Asie centrale. On estime que depuis 1991, environ 300 à 350 000 Chinois se sont installés au Kazakhstan<sup>186</sup>. Comparée à la Sibérie ou à l'Extrême-Orient russe où l'immigration clandestine chinoise a été estimée entre 1 et 2 millions d'individus<sup>187</sup>, la situation de l'Asie centrale est moins préoccupante. Cependant, l'immigration clandestine s'accompagne souvent d'une recrudescence de la criminalité. Dans le cas de la Russie, le "milieu" chinois serait par exemple, à l'origine du développement du trafic de la drogue vers l'Europe et les Etats-Unis<sup>188, 189</sup>.
- 36 Le Kirghizstan qui fournissait déjà 90% de l'opium de l'ex-URSS, serait dit-on en passe de devenir une nouvelle Colombie<sup>190</sup>. On imagine aisément les opportunités pour les différents "milieux" dont la mafia chinoise. Face à ces phénomènes, les Etats d'Asie centrale vont être confrontés de manière croissante à des difficultés en matière de sécurité et de maintien de l'ordre. En outre, comme dans certaines régions russes, l'immigration chinoise clandestine risque de créer, parmi la population locale, un sentiment de crainte face à cette sorte de "5ème colonne" chinoise<sup>191</sup> mais aussi de susciter un rejet xénophobe<sup>192</sup>. D'un autre côté, comme dans le cas de l'Extrême-Orient russe, la présence chinoise dynamise les échanges commerciaux notamment frontaliers<sup>193</sup>. Dans l'avenir, comme dans le cas de la Russie, la tâche des gouvernants kazakh et kirghiz pourrait s'avérer délicate entre la volonté de poursuivre une coopération fructueuse avec Pékin et une population de plus en plus irritée par la présence massive d'immigrants chinois.

Conclusions

- 37 La Chine est passée d'une attitude de défiance à un partenariat économique avec l'Asie centrale. Sur le plan de la sécurité, au regard du Xinjiang, Pékin s'est aujourd'hui assuré la coopération politique des Etats d'Asie centrale dans sa lutte contre les tendances



séparatistes et fondamentalistes. Les Ouïghours sont plus isolés que jamais. Dans le domaine économique, en Asie centrale, la Chine fait aujourd'hui figure de rival sérieux non seulement de la Russie, mais également d'autres candidats potentiels comme la Turquie, le Pakistan ou l'Iran. Sur le plan géostratégique, le retour de la Chine sur la scène centre-asiatique rompt avec plus d'un siècle d'impérialisme russe. Les orientations futures de la politique russe en Asie centrale conditionnent cependant l'amplitude du rôle de Pékin dans la région. L'incertitude pèse cependant encore largement pour l'avenir<sup>194</sup>. On peut penser que dans l'éventualité d'un affaiblissement de la présence russe, Pékin serait tenté d'accentuer son influence. Néanmoins, la nécessité de conserver un environnement pacifique pour la poursuite de son décollage économique, mais aussi l'essor des échanges et le rapprochement actuel entre la Fédération de Russie et la Chine devraient encourager Pékin à ne pas heurter Moscou<sup>195</sup>. En outre, dans le cas d'un accroissement des relations économiques entre la Chine et le Moyen-Orient et/ou l'Europe, Pékin a tout intérêt à assurer la stabilité de l'Asie centrale. La coopération avec Moscou dans ce domaine semble être le moyen le plus efficace d'y parvenir. Etant donné l'expérience de ces dernières années, Moscou va cependant être amené à partager quelque peu le terrain économique avec la Chine. Certains Etats, -comme l'Ouzbékistan et le Turkménistan-, désireux d'affirmer leur indépendance face à la Russie, pourraient tenter de jouer la carte chinoise en accroissant leurs relations économiques avec Pékin. Vu la contiguïté géographique et la volonté politique des divers partenaires, le développement des relations entre la Chine et le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan devrait se poursuivre. Ces dernières restent néanmoins soumises aux limites que Moscou fixera. De manière générale, l'essor des liens économiques entre la Chine et l'Asie centrale demeure cependant limité par les contraintes structurelles de l'économie chinoise, notamment à sa pénurie chronique en matière de capitaux. Dans le domaine des investissements, les Occidentaux ont clairement mieux à offrir à l'Asie centrale que la Chine. Cependant, au-delà de la pénétration chinoise, d'autres Etats asiatiques comme le Japon ou la Corée du Sud ont accru leur présence en Asie centrale<sup>196</sup>. Peut-être assiste-t-on aux prémices d'un rééquilibrage de cette région vers l'Asie et, au-delà, à un processus d'"asianisation" croissante. L'adhésion des républiques à la Banque asiatique de développement conforte cette idée. Au regard des besoins économiques et financiers des Etats centre-asiatiques, Pékin et les Etats d'Asie de l'Est en général pourraient ouvrir une alternative aux relations avec Moscou.

---

## ANNEXES

Source: HAN, L., "La ligne intercontinentale Asie-Europe", La Chine au présent, n°2, février 1996, p. 31.

## NOTES

1. Le terme *Asie centrale* recouvre ici le territoire du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Turkménistan et du Kirghizstan. Cet espace couvre environ 4 millions de km<sup>2</sup> pour une population de 55 millions d'habitants. Il est bordé au nord par la Russie, à l'est par la Chine, au sud par l'Iran et l'Afghanistan et à l'ouest par la mer Caspienne. L'ensemble est sans accès à la mer libre.
2. D'après MUNRO, R. H., "China's waxing spheres of influence", *Orbis*, Vol. 38, n°4, Fall 1994, p. 598.
3. MUNRO, R. H., "China's waxing spheres of influence", *op. cit.*, p. 600.
4. Ces expressions "Turkestan oriental" et "Turkestan chinois" sont rejetées par Pékin. En voir les raisons dans JAN, M., "La politique de Pékin à l'égard de ses populations turcophones", *CEMOTI*, n°16, juillet-décembre 1993, p. 257.
5. GLASER, B., "China's Security Perceptions, Interests and Ambitions", *Asian Survey*, Vol. XXXIII, n°3, March 1993, p. 252. A contrario voir SEGAL, G., "China and the disintegration of the Soviet Union", *Asian Survey*, Vol. XXXII, n°9, September 1992, p. 855.
6. WALSH, R., "China and the new geopolitics of Central Asia", *Asian Survey*, Vol. XXXIII, n°3, March 1993, p. 274.
7. SEGAL, G., "China and the disintegration of the Soviet Union", *op. cit.*, p. 855.
8. WALSH, R., "China and the new geopolitics of Central Asia", *op. cit.*, p. 274.
9. SEGAL, G., "China and the disintegration of the Soviet Union", *op. cit.*, p. 857.
10. GLASER, B., "China's Security Perceptions, Interests and Ambitions", *op. cit.*, p. 254; MUNRO, R. H., "Central Asia and China", *Central Asia and the World*, (ed.) Michael Mandelbaum, New-York, Council on Foreign Relations Press, 1994, p. 228; FERDINAND, P., "Xinjiang : relations with China and abroad", *China Deconstructs Politics, Trade and Regionalism*, (ed.) David S. G. Goodman and Gerald Segal, London and New-York, Routledge, 1994, p. 277.
11. WANG ENMAO cité par DJALILI, M. R., "Caucase et Asie centrale : entrée en scène et recomposition géostratégique de l'espace", *Central Asian Survey*, Vol. 13, n°1, 1994, p. 11.
12. CRAIG-HARRIS, L., "Xinjiang, Central Asia and the implications for China's policy in the Islamic World", *The China Quarterly*, n°133, March 1993, p. 115.
13. TANG, F. C., FESHARAKI, F., "China. Evolving oil trade patterns and prospects to 2000", *Natural Resources Forum*, Vol. 19, n°1, 1995, p. 58 et HAIJIANG, W., "China's Impact on the World Crude-oil Market", *The Journal of Energy and Development*, Vol. 19, n°1, Autumn 1995, pp. 90 et 92.
14. TRIOLO, P. S., HEGADORN, C., "China's Wild West", *The China Business Review*, Vol. 23, n°2, March-April 1996, p. 42. Voir les autres productions agricoles (betteraves sucrières, tomates, fruits, maïs, laine, élevage etc.) qui y sont citées.
15. CHRISTOFFERSEN, G., "Xinjiang and the Great Islamic Circle : the Impact of Transnational Forces on Chinese Economic Planning", *The China Quarterly*, n°133, March 1993, p. 137.
16. A titre d'exemple sur ce sujet KAMBARA, T., "The Energy Situation in China", *The China Quarterly*, n°131, September 1992, pp. 608-636; WU, K., LI, B., "Energy development in China", *Energy Policy*, Vol. 23, n°2, 1995, pp. 167-178.
17. L'importance des exportations chinoises durant cette période : CHOW, L. Chuen-ho, "The rise and fall of Chinese oil production in the 1980's", *Energy Policy*, Vol. 19, n°9,

November 1991, pp. 869-878; CHOW, L. Chuen-ho, "The changing role of Oil in Chinese Exports, 1974-1988", *The China Quarterly*, n°131, September 1992, pp. 750-765.

18. Vers l'an 2000, la Chine pourrait importer environ 1 million de barils par jour selon TANSEY, R., "Black Gold Rush", *The China Business Review*, Vol. 21, n°4, July-August 1994, p. 8.

19. L'étude de la structure géologique de la région laissant supposer la présence de pétrole : HSU, K., J., "Buried-Euxenic-Basin Model Sets Tarim Basin Potential", *Oil and Gas Journal*, November 28, 1994, pp. 51-60. Selon des estimations chinoises récentes, le bassin du Tarim pourrait contenir plus de 10 milliards de tonnes de pétrole (500 millions de tonnes ont été confirmés), selon "Oil seekers look toward Xinjiang", *China Daily*, Vol. 16, n°4854, July 2, 1996, p. 5.

20. CHANG, W., "Slick records in oil, gas output", *China Daily*, Vol. 16, n°4678, January 5, 1996, p. 5. Voir l'essor des activités pétrolières dans les bassins du Tarim, du Junggar et de Turpan-Hami dans "China's upstream programs advance onshore and offshore", *Oil and Gas Journal*, September 25, 1995, pp. 29-34.

21. D'après KENT, E. C., "Asia's Empty Tank", *Foreign Affairs*, Vol. 75, n°2, March-April 1996, p. 57.

22. Les capacités de production du Tarim devraient passer de 8 millions de tonnes vers l'an 2000 à 30 millions de tonnes vers 2005 selon "Oil seekers look toward Xinjiang", *op. cit.*, p. 5.

23. LAGRANGE, M.-P., "Les défis énergétiques de la Chine", *Revue de l'énergie*, n°470, juillet-août-septembre 1995, p. 480

24. LATTIMORE, O., *Inner Asian Frontiers of China*, introduction par Alastair Lamb, 2e éd., Hong Kong, Oxford, New York, Oxford University Press, 1992, p. 171.

25. Voir CLUBB, E. O., *China and Russia. The Great Game*, New York, Columbia University press, 1971.

26. BENSON, L., *The Ili rebellion The Moslem challenge to Chinese authority in Xinjiang 1944-1949*, New York, Armonk, London, M.E. Sharpe, 1990, XXVII-265p.

27. TEUFEL DREYER, J., "The PLA and Regionalism in Xinjiang", *The Pacific Review*, Vol. 7, n°1, 1994, p. 46.

28. Sur l'attribution de ce nom aux Turcs musulmans du Xinjiang, voir JAN, M., "La politique de Pékin à l'égard de ses populations turcophones", *op. cit.*, pp. 265-266.

29. Elle s'élevait en 1990 à 14,872 millions d'habitants.

30. HALFON, C.H., "Chine : séparatisme au Xinjiang", *Les Cahiers de l'Orient*, n°35, Troisième Trimestre 1994, p. 29.

31. "Xinjiang Schism Worries Beijing", *Herald Tribune*, 13 May 1996; WALKER, T., "'Wild west' troubles Chinese authorities", *Financial Times*, May 25-26, 1996, p. 3.

32. JAN, M., "Les structures politiques dans le Xinjiang", *Nouveaux Mondes*, n°5, été 1994, p. 159.

33. Détails dans TEUFEL DREYER, J., "The PLA and Regionalism in Xinjiang", *op. cit.*, pp. 43-45.

34. Voir les cinq vagues de peuplement Han au Xinjiang depuis 1949 dans FERDINAND, P., "The New Central Asia and China", dans *The New States of Central Asia and Their Neighbours*, édité par Peter Ferdinand, New York, The Royal Institute of International Affairs, 1994, p. 98-103. Concernant le "Corps" regroupant plus de 2,5 millions de Han, JAN, M., "Les structures politiques dans le Xinjiang", *op. cit.*, pp. 168-169 et TEUFEL DREYER, J., "The PLA and Regionalism in Xinjiang", *op. cit.*, pp. 42-43 et 48.

35. On peut estimer ce chiffre minoré car il ne prend pas en considération le nombre de militaires en service actif dans la région : HALFON, C.H., "Chine : séparatisme au Xinjiang", *op. cit.*, p. 31. On peut également s'interroger sur le nombre de "flottants" Han présents dans la région et échappant aux statistiques officielles.
36. JAN, M., "La politique de Pékin à l'égard de ses populations turcophones", *op. cit.*, p. 261. Voir également le projet d'installation de populations Han au Xinjiang suite à la construction du barrage des Trois Gorges dans MARTIN, K., "China and Central Asia : Between Seduction and Suspicion", *Radio Free Europe/Radio Liberty Report*, Vol. 3, n°25, 24 juin 1994, p. 28. Également le projet de relocalisation de 5 millions de Han au Xinjiang selon DJALILI, M. R., "Caucase et Asie centrale : entrée en scène et recomposition géostratégique de l'espace", *op. cit.*, p. 11.
37. CHEN, K., "Xinjiang's Minorities Feel Torn Between Desire For Independence, Benefit of Economic Reform", *The Asian Wall Street Journal Weekly*, September 5, 1994, p. 20.
38. Des subsides importants sont cependant injectés par Pékin dans la région autonome : CHRISTOFFERSEN, G., "Xinjiang and the Great Islamic Circle : the Impact of Transnational Forces on Chinese Economic Planning", *op. cit.*, p. 138.
39. Manifestation étudiante en 1985 à Urumqi et destruction d'installations sur la base nucléaire du Lop Nor en 1993 : TEUFEL DREYER, J., "The PLA and Regionalism in Xinjiang", *op. cit.*, p. 49 et HALFON, C.H., "Chine : séparatisme au Xinjiang", *op. cit.*, p. 33.
40. D'après Besson, G.-J., "Les Ouïghours d'Asie centrale", *La Lettre d'Asie centrale*. Informations communiquées à l'auteur par F. Aubin.
41. D'après HALFON, C.H., "Chine : séparatisme au Xinjiang", *op. cit.*, pp. 34-35.
42. Informations communiquées à l'auteur par F. Aubin.
43. FERDINAND, P., "Xinjiang : relations with China and abroad", *China Deconstructs Politics, Trade and Regionalism*, *op. cit.*, p. 278.
44. MENON, R., BARKEY, H. J., "The transformation of Central Asia : implications for regional and international security", *Survival*, Vol. 34, n°4, Winter 1992-1993, p. 81.
45. THOENES, S., "Divided Uighurs short on hope and friends", *Financial Times*, May 25-26, 1996, p. 3.
46. Idem.
47. DAVE, B., "Kazakhstan warns Uighurs in China against secession", *Open Media Research Institute Daily Digest* (ci-après OMRI), Vol. 2, n°78, 19 April 1996, p. 3.
48. Voir BULAG, V.E., "Dark quadrangle in Central Asia : Empires, Ethnogenesis, Scholars and Nation States", *Central Asian Survey*, Vol. 13, n°4, 1994, pp. 459-478.
49. HALFON, C.H., "Chine : séparatisme au Xinjiang", *op. cit.*, pp. 28-29.
50. FERDINAND, P., "Xinjiang : relations with China and abroad", *China Deconstructs Politics, Trade and Regionalism*, *op. cit.*, p. 278.
51. Il a déclaré que "nobody can now deny that there is a Turkic world stretching from the shores of the Adriatic to the walls of China", CRAIG-HARRIS, L., "Xinjiang, Central Asia and the implications for China's policy in the Islamic World", *op. cit.*, p. 125.
52. Selon JAN, M., "Les structures politiques dans le Xinjiang", *op. cit.*, p. 162.
53. RUDELSON, J. J., "The Uighurs in the future of Central Asia", *Nationalities Papers*, Vol. 22, n°2, Fall 94, p. 292.
54. D'après RUDELSON, J. J., "The Uighurs in the future of Central Asia", *op. cit.*, p. 297.
55. THOENES, S., "Divided Uighurs short on hope and friends", *op. cit.*, p. 3.
56. BRILL OLCOTT, M., "Central Asia : The Calculus of Independence", *Current History*, Vol. 94, n°594, October 1995, p. 341.

57. D'après ROY, O., "Les républiques musulmanes de l'ex-URSS", *Les Cahiers de l'Orient*, n°41, Premier trimestre 1996, p. 20.
58. Voir HUSKEY, E., "The politics of Language in Kyrgyzstan", *Nationalities Papers*, Vol. 23, n°3, 1995, pp. 549-572 et FIERMAN, W., "Problems of language law implementation in Uzbekistan", *Nationalities Papers*, Vol. 23, n°3, 1995, p. 573-595.
59. AHRARI, M.E., "The dynamics of the new great game in Muslim Central Asia", *Central Asian Survey*, Vol. 13, n°4, 1994, p. 534.
60. Voir BEZANIS, L., "Rethinking 'Peace at Home', Peace Abroad'", *Transition*, Vol. 2, n°12, 14 June 1996, p. 6; BLANK, S., "Energy, economics and security in Central Asia : Russia and its rivals", *Central Asian Survey*, Vol. 14, n°3, 1995, pp. 387-388.
61. Voir FULLER, E., "The Tussle for Influence in Central Asia and the Transcaucasus", *Transition*, Vol. 2, n°12, 14 June 1996, pp. 11-15.
62. Problème de la péninsule de Mangyshlak sur la rive nord-est de la mer Caspienne.
63. Problème de l'ancienne capitale turkmène de Khorezm (Khiva pour les Ouzbeks) et du côté ouzbek, problème des territoires de Khiva situés au Turkménistan.
64. Revendications de l'Ouzbékistan sur le sud Kazakhstan (ancien territoire appartenant à Kokand) à laquelle les Kazakhs répondent en affirmant que Tachkent était situé au XVIIIème siècle sur une terre de la Grande Horde kazakhe.
65. Ces émeutes auraient causé la mort de plusieurs centaines de personnes en 1990 selon BRILL OLCOTT, M., "Central Asia's Post-Empire Politics", *Orbis*, Vol. 36, n°2, Spring 92, p. 260
66. Sur la minorité ouzbek au Tadjikistan : MENON, R., "In the Shadow of the Bear. Security in Post-Soviet Central Asia", *International Security*, Vol. 20, n°1, Summer 1995, pp. 161-163; sur la minorité tadjike en Ouzbékistan (Boukhara et Samarcande), FOLTZ, R., "The Tadjiks of Uzbekistan", *Central Asian Survey*, Vol. 15, n°2, June 1996, pp. 213-216.
67. Voir BRILL OLCOTT, M., "Ceremony and Substance : The Illusion of Unity in Central Asia", *Central Asia and the World*, *op. cit.*, pp. 33-44.
68. Voir la position de S. Niyazov dans ANDERSON, J., "Authoritarian political development in Central Asia : the case of Turkmenistan", *Central Asian Survey*, vol. 14, n°4, 1995, p. 523; voir également celle de N. Nazarbayev dans SANDER, O., "Turkey and the Turkic World", *Central Asian Survey*, Vol. 13, n°1, 1994, p. 42; et, de manière générale, le refus d'un "Grand Frère" turc par l'ensemble des dirigeants d'Asie centrale dans FULLER, E., "Scant Evidence of an Islamic Fundamentalist Threat", *Transition*, Vol. 1, n°24, December 29, 1995, p. 4 et FULLER, E., "The Tussle for Influence in Central Asia and the Transcaucasus", *op. cit.*, p. 12.
69. JAN, M., "La politique de Pékin à l'égard de ses populations turcophones", *op. cit.*, p. 263.
70. HALFON, C.H., "Chine : séparatisme au Xinjiang", *op. cit.*, p. 39; voir également en 1992, 1993 et 1994, l'augmentation des procès et des exécutions capitales selon NIQUET, V., "Pékin et les républiques d'Asie centrale", *Défense nationale*, janvier 1995, p. 122, et récemment, les exécutions de mai 1996 à Ürümqi selon DERON, F., "Pékin est à nouveau confronté au malaise des provinces périphériques", *Le Monde*, 29 mai 1996, p. 4.
71. Par exemple la ligne de chemin de fer reliant Lanzhou (au Gansu) à Ürümqi et doublée en 1995 ou encore le projet du chemin de fer du Sud-Xinjiang reliant Turfan à Korla et qui sera étendu à Kachgar. Sa réalisation est prévue par le nouveau plan quinquennal (1996-2000) : LIU, W., "Railroad extension to Kashgar planned", *China Daily*, Vol. 16, n°4755, March 25, 1996, p. 1. Voir également au sujet des projets pour les

- chemins de fer, les routes et l'aéroport d'Ürümchi :TRIOLO, P. S., HEGADORN, C., "China's Wild West", *op. cit.*, pp. 43-44.
72. NIQUET, V., "Pékin et les républiques d'Asie centrale", *op. cit.*, p. 115.
73. BEZANIS, L., "Chinese Politburo member in Uzbekistan", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°214, 2 November 1995, p. 3.
74. MARTIN, K., "China and Central Asia : Between Seduction and Suspicion", *op. cit.*, p. 29.
75. DAVE, B., "Nazarbaev concludes China visit", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°179, 14 September 1995, p. 2.
76. DAVE, B., "Kazakhstan warns Uighurs in China against secession", *OMRI Daily Digest*, vol. 2, n°78, 19 avril 1996, p. 3.
77. THOENES, S., "Divided Uighurs short on hope and friends", *op. cit.*, p. 3.
78. *Le Monde*, 7-8 juillet 1996, p. 4.
79. DAVE, B., "Temporary Ban on Uighur Society in Kyrgyzstan", *OMRI Daily Digest*, Vol. 2, n°70, 9 April 1996, p. 3.
80. LIU, S., "Kazakhstan's efforts hailed", *China Daily*, Vol. 16, n°4857, July 5, 1996, p. 1.
81. BEZANIS, L., "China, Central Asians Join Forces", *OMRI Daily Digest*, Vol. 2, n°85, 30 April 1996, p. 3.
82. KANGAS, R., "Border Summit in Shanghai", *OMRI Daily Digest*, Vol. 2, n°83, 26 April 1996, p. 3.
83. THOENES, S., "Divided Uighurs short on hope and friends", *op. cit.*, p. 3.
84. Comme le déclarait un diplomate, "they want no problem in the East and they are willing to make any concession. It's simply too dangerous for them not to".
85. Cité dans THOENES, S., "Though at home, tactful away", dans "Kazakhstan", *Financial Times*, July 11, 1996, p. 3 (Special Survey).
86. WALKER, T., "'Wild west' troubles Chinese authorities", *op. cit.*, p. 3.
87. DERON, F., "Pékin est à nouveau confronté au malaise des provinces périphériques", *op. cit.*, p. 4.
88. FOUQUOIRE-BRILLET, E., "La Chine et ses voisins", *Relations Internationales*, n°81, printemps 1995, p. 28.
89. CHERIF-CHEBBI, L., "Les Hui : Péril en la demeure ?", *Les Cahiers de l'Orient*, n°35, troisième trimestre 1994, p. 11.
90. Hui, Ouïghours, Kazakhs, Kirghizes, Tadjiks, Ouzbeks, Tatars, Dongxiang, Salar et Bao'an : XIONG, S., "L'Islam en Chine", *Beijing Information*, n°24, 12 juin 1995, pp. 9 et 10. Les estimations occidentales indiquent cependant des chiffres plus élevés.
91. XIONG, S., "L'Islam en Chine", *op. cit.*, p. 9.
92. FULLER, G. E., "Central Asia : The Quest for Identity", *op. cit.*, p. 149.
93. TEUFEL DREYER, J., "The PLA and Regionalism in Xinjiang", *op. cit.*, p. 50.
94. Détails dans CAGNAT, R., JAN, M., *Le milieu des Empires Entre URSS, Chine et Islam*, le destin de l'Asie centrale, Nouvelle édition augmentée, Paris, Robert Laffont, 1990, pp. 313-314.
95. TEUFEL DREYER, J., "The PLA and Regionalism in Xinjiang", *op. cit.*, p. 51.
96. CHERIF-CHEBBI, L., "Les Hui : Péril en la demeure ?", *op. cit.*, pp. 16-18. Sur l'affaire "des Rushdie chinois" en 1989, voir CAGNAT, R., JAN, M., *Le milieu des Empires. Entre URSS, Chine et Islam, le destin de l'Asie centrale*, *op. cit.*, pp. 311-313 et GLADNEY, D. C., *Muslim Chinese. Ethnic Nationalism in the People's Republic*, Cambridge (Massachusetts) et Londres, Council on East Asian Studies, Harvard University Press, 1991, pp. 1-7. Sur les

- incidents entre Hui et Han au Yunnan (1990) et entre Hui et Tibétains au Ningxia et Gansu (1993) : CHERIF-CHEBBI, L., "Les Hui : Péril en la demeure ?", *op. cit.*, p. 15.
97. La formation du corps enseignant et du personnel administratif musulman dans XIONG, S., "L'Islam en Chine", *op. cit.*, p. 11. Sur l'inconnue des fraternités musulmanes ou des ordres soufis signalée dans CRAIG-HARRIS, L., "Xinjiang, Central Asia and the implications for China's policy in the Islamic World", *op. cit.*, pp. 126-127.
98. D'après JAN, M., "La politique de Pékin à l'égard de ses populations turcophones", *op. cit.*, p. 258.
99. JAN, M., "La politique de Pékin à l'égard de ses populations turcophones", *op. cit.*, p. 258.
100. GLADNEY, D. C., *Muslim Chinese Ethnic Nationalism in the People's Republic*, *op. cit.*, p. viii.
101. GLADNEY, D. C., "Transnational Islam and Uighur National Identity : Salman Rushdie, Sino-Muslim Missile Deals, and the Trans-Eurasian Railway", *Central Asian Survey*, Vol. 11, n°3, 1992, p. 5.
102. Voir les mesures en faveur des musulmans (qui touchent principalement les Hui) dans XIONG, S., "L'Islam en Chine", *op. cit.*, pp. 11-12; également GLADNEY, D. C., *Muslim Chinese. Ethnic Nationalism in the People's Republic*, *op. cit.*, pp. 171-227.
103. CHERIF-CHEBBI, L., "Les Hui : Péril en la demeure ?", *op. cit.*, p. 19.
104. GLADNEY, D. C., "The Muslim Face of China", *Current History*, Vol. 92, n°575, September 1993, pp. 278-279 et GLADNEY, D. C., "Transnational Islam and Uighur National Identity : Salman Rushdie, Sino-Muslim Missile Deals, and the Trans-Eurasian Railway", *op. cit.*, p. 9 et ss. Une petite communauté Hui comptant 3000 individus est établie en Arabie Saoudite.
105. CHERIF-CHEBBI, L., "Les Hui : Péril en la demeure ?", *op. cit.*, p. 18 et GLADNEY, D. C., "Transnational Islam and Uighur National Identity : Salman Rushdie, Sino-Muslim Missile Deals, and the Trans-Eurasian Railway", *op. cit.*, p. 4.
106. CHERIF-CHEBBI, L., "Les Hui : Péril en la demeure ?", *op. cit.*, p. 12.
107. Concernant les Hui : CHERIF-CHEBBI, L., "Les Hui : Péril en la demeure ?", *op. cit.*, p. 18.
108. D'après RUDELSON, J. J., "The Uighurs in the future of Central Asia", *op. cit.*, pp. 298-299.
109. JAN, M., "Les structures politiques dans le Xinjiang", *op. cit.*, p. 162.
110. Voir CHEN, K., "Xinjiang's Minorities Feel Torn Between Desire For Independence, Benefit of Economic Reform", *op. cit.*, p. 20.
111. JAN, M., "Les structures politiques dans le Xinjiang", *op. cit.*, p. 167.
112. Une source russe prévoit ainsi une révolution islamique dans les cinq à dix ans : BEZANIS, L., "Russian Expert on Islamic Revolution in Central Asia", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°101, 25 May 1995, p. 2.
113. PERRIN, H., "L'Asie centrale : Nationalismes et Islams", *Le Trimestre du Monde*, 3ème trimestre 1992, pp. 145-153; HAGHAYEGHI, M., "Islamic Revival in the Central Asian Republics", *Central Asian Survey*, Vol. 13, n°2, 1994, pp. 249-266; AKINER, S., "Le facteur islamique", *Les Cahiers de l'Orient*, n°41, Premier trimestre 1996, pp. 56-62.
114. Voir DAVE, B., "Inventing Islam - and Islamic Threat - in Kazakhstan", *Transition*, Vol. 1, n°24, 29 December 1995, pp. 22-25; PANNIER, B., "Islam's Tenous Hold in Kyrgyzstan", *Transition*, Vol. 1, n°24, December 29, 1995, pp. 26-28; BEZANIS, L., "Some Revival, Much Subordination, More Superstition in Turkmenistan", *Transition*, Vol. 1, n°24, December 29, 1995, pp. 30-32.



115. Les cas de l'Ouzbékistan et du Turkménistan sont caractéristiques. Pour l'Ouzbékistan voir HANKS, R., "The Islamic Factor in Nationalism and Nation-Building in Uzbekistan: Causative Agent or Inhibitor", *Nationalities Papers*, Vol. 22, n°2, 1994, p. 316; KANGAS, R., "The Three Faces of Islam in Uzbekistan", *Transition*, Vol. 1, n°24, December 29, 1995, pp. 17-21; AKINER, S., "Le facteur islamique", *op. cit.*, p. 57 et ss. Pour le Turkménistan voir ANDERSON, J., "Authoritarian political development in Central Asia : the case of Turkmenistan", *op. cit.*, p. 515.
116. Voir ROY, O., "Le rôle de l'Islam en Asie centrale et au Caucase", *Nouveaux Mondes*, n°3, Automne 1993, pp. 22-24.
117. ROY, O., "Le rôle de l'Islam en Asie centrale et au Caucase", *op. cit.*, p. 25.
118. Voir l'analyse de AKINER, S., "Le facteur islamique", *op. cit.*, pp. 47-69.
119. Voir BRILL OLCOTT, M., "Central Asia's Islamic Awakening", *op. cit.*, p. 153.
120. Ainsi BEZANIS, L., "Why the 'Green Wave' of Islamic Fundamentalism is Unlikely to Wash over Central Asia", *Transition*, Vol. 1, n°24, December 29, 1995, pp. 8-9. Concernant le rôle de la Russie dans l'entretien de cette illusion voir BEZANIS, L., "Exploiting the Fear of Militant Islam", *Transition*, Vol. 1, n°24, December 29, 1995, pp. 6-10.
121. Voir l'analyse de KARAM, P., "Realpolitik contre messianisme islamique", *Les Cahiers de l'Orient*, n°41, Premier Trimestre 1996, pp. 71-80.
122. Les raisons dans PANNIER, B., "A Need for Common Ground in Tadjikistan", *Transition*, Vol. 1, n°24, December 29, 1995, pp. 12-15.
123. ROY, O., "Le rôle de l'Islam en Asie centrale et au Caucase", *op. cit.*, p. 24. Pour une analyse de la politique iranienne en Asie Centrale voir DJALILI, M. R., "Téhéran face à l'Asie centrale", *Nouveaux Mondes*, n°4, printemps 1994, pp. 175-190; FREIJ, H. Y., "State Interests Vs the Umma : Iranian Policy in Central Asia", *The Middle East Journal*, Vol. 50, n°1, Winter 1996, pp. 71-83; MOHSEIN, M., "Iran's Relations with Central Asia and Caucasus", *The Iranian Journal of International Affairs*, Vol. VII, n°4, Winter 1996, pp. 834-853.
124. Voir FERDINAND, P., "The New Central Asia and China", *The New States of Central Asia and Their Neighbours*, *op. cit.*, p. 107.
125. CLARKE, D., "Kazakhstan free of nuclear weapons", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°82, 26 April 1995, p. 2; CLARKE, D., "Kazakhstan confirms it is nuclear free", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°101, 25 May 1995, p. 3
126. Selon RASHID, A., "Chinese Challenge", *Far Eastern Economic Review*, January 13, 1994, p. 30.
127. La Turquie devance la Chine selon les chiffres cités dans YABLONSKI, K., "L'Asie centrale et ses voisins : une intégration à plusieurs variables", *Le Courrier des pays de l'Est*, n°406, janvier-février 1996, p. 42.
128. On comparera ces chiffres avec ceux de la Turquie et de l'Iran dans YABLONSKI, K., "L'Asie centrale et ses voisins : une intégration à plusieurs variables", *op. cit.*, pp. 42 et 46.
129. *Statistical Yearbook of China 1994*, publié par le State Statistical Bureau, People's Republic of China, Beijing, China Statistical Publishing House, 1994, p. 514 et *Statistical Yearbook of China 1995*, même éditeur, 1995, p. 545.
130. Contre 42,1% des exportations et 46,2 % des importations du Kazakhstan pour Moscou et 10,5% des exportations et 6,6% des importations pour La Haye : "Kazakhstan", *op. cit.*, p. 1 (Special Survey).
131. GUO, B., "Kazakhstan boosts economic ties with China", *China Daily*, Vol. 15, n°4565, September 12, 1995, p. 5.

132. GUO, B., "Kazakhstan boosts economic ties with China", *op. cit.*, p. 5
133. DAVE, B., "Tokayev concludes China visit", *OMRI Daily Digest*, Vol. 2, n°33, 15 February 1996, p. 3.
134. FONTANGES, E., "Les échanges entre la Chine et le Kazakhstan. La fin de l'enthousiasme", *La lettre d'Asie centrale*, n° 3, printemps 1995, p. 4.
135. D'après MUNRO, R. H., "China's waxing spheres of influence", *op. cit.*, p. 602.
136. D'après MARTIN, K., "China and Central Asia : Between Seduction and Suspicion", *op. cit.*, pp. 31 et 32.
137. BEZANIS, L., "Sinkiang Delegation in Bishkek", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°136, 14 July 1995, p. 3.
138. MUNRO, R. H., "Central Asia and China", *Central Asia and the World*, *op. cit.*, p. 233.
139. Voir IBRAHIM, H., "Trans-continental transport of natural Gas in Asia : projects and prospects", *Revue de l'énergie*, n°470, juillet-août-septembre 1995, p. 561; BEZANIS, L., "Central Asia, Japan and Gas", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°109, 6 June 1995, p. 3.
140. MARTIN, K., "China and Central Asia : Between Seduction and Suspicion", *op. cit.*, p. 30.
141. KANGAS, R., "A 'China pipeline' for Kazakhstan", *OMRI Daily Digest*, Vol. 2, n°86, 2 May 1996, p. 3.
142. CHEN, Y., "Xinjiang cashes in on natural fortunes", *China Daily*, Vol. 16, n°4745, March 15, 1996, p. 5.
143. "Xinjiang, Russia to spur links", *China Daily*, Vol. 16, n°4776, April 15, 1996, p. 5.
144. SHE, D., "Xinjiang : réouverture de la Route de la soie", *Beijing Information*, n°45, 7 novembre 1994, p. 12.
145. "Les lignes ferroviaires internationales stimulent l'économie de l'Eurasie", *Beijing Information*, n°22, 27 mai 1996, p. 4. Le développement du chemin de fer à travers le Kazakhstan réduirait ainsi la distance entre la Chine et Rotterdam de 8000 km par rapport à la voie maritime passant par le canal de Suez d'après HAN, L., "La ligne intercontinentale Asie-Europe", *La Chine au présent*, n°2, février 1996, pp. 31-33. Depuis l'entrée en service en mai 1996 d'une ligne de chemin de fer entre l'Iran et le Turkménistan, les marchandises peuvent également circuler depuis la Chine jusqu'en Iran, et potentiellement jusqu'au Golfe persique, à travers l'Asie centrale. Voir PANNIER, B., "'Junction for Planet' opens on Turkmen-Iranian Border", *OMRI Daily Digest*, Vol. 2, n°92, 13 May 1996, p. 3; "Iran opens 'Silk Route' rail link", *China Daily*, Vol. 16, n°4806, May 15, 1996, p. 6. Les échanges entre Téhéran et Pékin devraient grâce à elle passer de 540 millions \$ à 1 milliard \$ selon LU, H., "Fairs aim to boost trade with Iran", *China Daily*, Vol. 16, n°4811, May 20, 1996, p. 5. Voir la carte des nouvelles liaisons ferroviaires en annexe.
146. XIN, X., "New roads drive Xinjiang economy", *China Daily*, Vol. 15, n°4648, December 5, 1995, p. 4 et SHE, D., "Xinjiang : réouverture de la Route de la soie", *op. cit.*, p. 15.
147. FERDINAND, P., "Xinjiang : relations with China and abroad", *China Deconstructs Politics, Trade and Regionalism*, *op. cit.*, p. 280.
148. TRIOLO, P. S., HEGADORN, C., "China's Wild West", *op. cit.*, p. 44.
149. Exemple de Tacheng dans SUN, A., "Tacheng, ville de commerce frontalier", *La Chine au présent*, n°2, février 1996, pp. 22-26.
150. TRIOLO, P. S., HEGADORN, C., "China's Wild West", *op. cit.*, p. 44.
151. MUNRO, R. H., "China's waxing spheres of influence", *op. cit.*, p. 600.
152. GREENE, T., "China and Central Asia", *Central Asia Monitor*, n°5, 1994, p. 37.

153. Voir CHEN, K., "Xinjiang's Minorities Feel Torn Between Desire For Independence, Benefit of Economic Reform", *op. cit.*, p. 20.
154. DAVE, B., "China seeks Central Asian support to curb Uighur separatism", *OMRI Daily Digest*, Vol. 2, n°118, 18 June 1996, p. 3.
- 155.
156. NIQUET, V., "Pékin et les républiques d'Asie centrale", *op. cit.*, p. 115.
157. Voir à titre d'exemple le récent accord conclu entre la Russie, la Belarus, le Kazakhstan et le Kirghizstan dans "Russia, 3 Other Republics Agree to 'Integrate'", *The Current Digest of the Post-Soviet Press*, Vol. XLVIII, n°14, May 1, 1996, pp. 1-6; FULLER, G. E., "Russia and Central Asia : Federation or Fault Line ?", *Central Asia and the World*, *op. cit.*, pp. 94-129; MENON, R., "In the Shadow of the Bear. Security in Post-Soviet Central Asia", *op. cit.*, pp. 149-181.
158. MA, C., "Sino-Kazakh ties widen", *China Daily*, Vol. 15, n°4565, September 12, 1995, p. 1, et DAVE, B., "Nazarbaev visits China", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°177, 12 September 1995, p. 3.
159. MUNRO, R. H., "Central Asia and China", *Central Asia and the World*, *op. cit.*, p. 233, et ANDERSON, J., "Authoritarian political development in Central Asia : the case of Turkmenistan", *op. cit.*, p. 522.
160. Voir par exemple les déclarations de I. Karimov selon RUMER, B.Z., "The Gathering Storm in Central Asia", *Orbis*, Vol. XXXVII, n°1, Winter 1993, p. 104.
161. Voir les projets russes potentiellement concurrents dans le domaine du gaz et du pétrole dans PAIK, K.-W., "Energy cooperation in Sino-Russian relations : the importance of oil and gas", *The Pacific Review*, Vol. 9, n°1, 1996, pp. 77-95.
162. WALSH, R., "China and the new geopolitics of Central Asia", *op. cit.*, p. 281; FONTANGES, E., "Les échanges entre la Chine et le Kazakhstan. La fin de l'enthousiasme", *op. cit.*, p. 4; sur les efforts entrepris par Pékin pour améliorer la qualité des produits exportés vers l'Asie centrale : PANNIER, B., "Kyrgyz, Chinese sign agreements", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°210, 27 October 1995, p. 3.
163. D'après WALSH, R., "China and the new geopolitics of Central Asia", *op. cit.*, p. 279.
164. D'après FERDINAND, P., "The New Central Asia and China", *The New States of Central Asia and Their Neighbours*, *op. cit.*, p. 105.
165. Voir "Port to spur Russian trade", *China Daily*, Vol. 16, n°4771, April 10, 1996, p. 5; "Xinjiang, Russia to spur links", *op. cit.*, p. 5. Le Xinjiang et la Fédération de Russie partagent une frontière commune de 54 km. En 1995, le volume d'échanges entre la région autonome et la Russie se serait élevé à 38, 69 millions de dollars.
166. Voir pour le Kazakhstan l'importance des investissements occidentaux selon TOENES, S., "The 1996 diary of deals", dans "Kazakhstan", *op. cit.*, p. 4 (Special Survey).
167. La France a cependant conduit une campagne d'essais en 1995-1996. La Russie est soupçonnée d'avoir mené un essai nucléaire souterrain clandestin sur le site de Novaya Zemlya à la mi-janvier 1996. D'après *Le Monde*, 9 mars 1996, p. 4.
168. En septembre 1992, octobre 1993, juin 1994, mai et août 1995, juin 1996 et probablement septembre 1996. Concernant ce dernier essai voir "La Chine a procédé à son premier essai nucléaire de l'année", *Le Monde*, 9-10 juin 1996, p. 4. Depuis 1964, Pékin a procédé à 44 essais.
169. Voir l'étude fondamentale de FESBACH, M., FRIENDLY, A., *Ecocide in the URSS : health and the nature under siege*, New-York, Basic Books, 1992, XVII-367p.
170. Selon KHODJAMBERDIEV, I., "The Environmental Movement in Kyrgyzstan", *op. cit.*, p. 15. Les essais chinois ont également été désignés comme responsables de

désastres naturels par des officiels kirghizes (notamment le tremblement de terre de 1992) dans SEGAL, G., "Deconstructing foreign relations", *China Deconstructs Politics, Trade and Regionalism*, op. cit., p. 341.

**171.** Protestations de l'organisation écologiste *Nevada-Semipalatinsk*, marche anti-nucléaire en direction de la frontière chinoise, protestations officielles du gouvernement kazakh. Selon MARTIN, K., "China and Central Asia : Between Seduction and Suspicion", op. cit., p. 33 et PANNIER, B., "Kazakhstan's anti-nuclear marchers stopped before chinese border", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°153, 8 August 1995, p. 3.

**172.** MORONI, F., "A State in Transition : Security Issues in Kazakhstan", *The International Spectator*, Vol. XXIX, n°4, October-December 1994, p. 45. Contre l'essai de juin 1996 : PANNIER, B., "Kazakhstan unhappy with Chinese Nuclear Test", *OMRI Daily Digest*, Vol. 2, n°113, 11 June 1996, p. 3.

**173.**

**174.** Voir DAVE, B., "Differences over nuclear issue", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°179, 14 September 1995, pp. 2-3.

**175.** DAVE, B., "China and Kazakhstan to jointly monitor effects of nuclear tests", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°182, 19 September 1995, p. 3.

**176.** Voir "Another China A-Test", *Herald Tribune*, 10 June 1996, p. 7; PUEL, C., "Avant-dernier essai nucléaire chinois", *Libération*, 10 juin 1996, p. 8.

**177.** GIROUX, A., "Kirghizstan" dans "Douze nouveaux Etats indépendants issus de l'URSS : la CEI", op. cit., p. 54.

**178.** JOYAUX, F., *Géopolitique de l'Extrême-Orient*, Tome II, *Frontières et stratégies*, Bruxelles, Complexe, 1991, pp. 30-31. 33 000 km<sup>2</sup> seraient en litige selon PI, Ying-Hsien, "China's Boundary Issues with the former Soviet Union", *Issues and Studies*, Vol. 28, n°7, July 1992, p. 68; détails dans GARVER, J. W., "The Sino-Soviet territorial dispute in the Pamir Mountain Region", *The China Quarterly*, n°85, March 1981, pp. 107-118.

**179.** BRAILLARD, P., DJALILI, M.-R., *L'émergence d'un nouvel espace géopolitique au Caucase et en Asie centrale*, Berne, Office Central de la Défense, 1992, p. 20.

**180.** CRAIG-HARRIS, L., "Xinjiang, Central Asia and the implications for China's policy in the Islamic World", op. cit., p. 114.

**181.** PI, Ying-Hsien, "China's Boundary Issues with the former Soviet Union", op. cit., pp. 72-73.

**182.** "Le voyage du premier ministre ouvre une nouvelle 'route de la soie'", op. cit., p. 5. Deux secteurs resteraient cependant en litige : voir GODRON, A., "Vers le règlement du contentieux frontalier sino-soviétique", *Revue d'histoire diplomatique*, n°2, 1995, p. 177.

**183.** Cependant, en juillet 1994, un compromis concernant deux des six secteurs de la frontière sino-kirghize en litige aurait été atteint : GODRON, A., "Vers le règlement du contentieux frontalier sino-soviétique", op. cit., p. 178. Au cours de la rencontre Jiang Zemin/ A. Akaev de juillet 1996, un accord portant sur la frontière aurait été conclu entre la Chine et le Kirghizstan : LIU, S., "Kazakhstan's efforts hailed", op. cit., p. 1.

**184.** Un sommet consacré aux questions frontalières s'est tenu à Shanghai en avril 1996. Il a abouti à un accord de réduction des troupes aux frontières entre la Chine, le Tadjikistan, le Kazakhstan et le Kirghizstan.

**185.** LEMOINE, F., *La nouvelle économie chinoise*, Paris, la Découverte, 1994, pp. 50-51; également GILLEY, B., "Irresistible Force", *Far Eastern Economic Review*, April 4, 1996, pp. 18-22.

**186.** D'après FERDINAND, P., "The New Central Asia and China", *The New States of Central Asia and Their Neighbours*, op. cit., p. 103.

187. FERDINAND, P., "Working Toward a Serious Partnership With China", *Transition*, Vol. 1, n°17, 22 September 1995, p. 11.
188. FERDINAND, P., "Working Toward a Serious Partnership With China", *op. cit.*, p. 68.
189. Dans le cas de l'Asie centrale, P. Ferdinand estime ainsi qu'au Kazakhstan, la mafia chinoise serait impliquée dans un trafic de drogue estimé à 2 millions de dollars par an.
190. GIROUX, A., "Kirghizstan" dans "Douze nouveaux Etats indépendants issus de l'URSS : la CEI", *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 337-338, mars-avril 1995, p. 54.
191. Voir les craintes russes et celles du président kazakh citées dans SEGAL, G., "Deconstructing foreign relations", *China Deconstructs Politics, Trade and Regionalism*, *op. cit.*, pp. 339 et 341.
192. Voir les réactions des populations russes face à l'afflux de clandestins chinois dans MOLTZ, J. C., "Regional Tensions in the Russo-Chinese Rapprochement", *Asian Survey*, Vol. XXXV, n°6, June 1995, p. 512. Au Kazakhstan, les accents anti-chinois relevés dans la presse émaneraient plus généralement de cercles russes que de cercles kazakhs, selon MUNRO, R. H., "China's waxing spheres of influence", *op. cit.*, p. 604.
193. Voir *a contrario* l'effet des mesures anti-immigration sur le commerce du Primorsky Kraï : MOLTZ, J. C., "Regional Tensions in the Russo-Chinese Rapprochement", *op. cit.*, pp. 521-522. Pour se faire une idée du commerce frontalier entre la Russie et la Chine : GODRON, A., "Le bassin de l'Amour : une nouvelle zone de coopération entre la Chine et la Russie", *Le Courrier des pays de l'Est*, n°406, janvier-février 1996, pp. 65-72.
194. Alors que le Kazakhstan et le Kirghizstan ont conclu en mars 1996 un traité sur l'approfondissement des relations avec la Russie, l'Ouzbékistan et le Turkménistan restent actuellement en dehors de ces nouvelles relations et ne semblent guère les goûter. Voir les déclarations d'officiels ouzbeks et turkmènes : "Russia, 3 Other Republics Agree to 'Integrate'", *op. cit.*, p. 1, et KANGAS, R., BEZANIS, L., "Central Asian Economic Cooperation", *OMRI Daily Digest*, Vol. 2, n°70, 9 April 1996, p. 3.
195. Sur les nouvelles relations sino-russes voir SHI, Z., "Développement du partenariat sino-russe", *Beijing Information*, n°18, 29 avril 1996, pp. 11-16; "Déclaration commune de la République populaire de Chine et de la Fédération de Russie. Beijing, 25 avril 1996", *Beijing Information*, n°20, 13 mai 1996, pp. 7-10. Sur les difficultés actuelles et futures entre Pékin et Moscou : PI, Ying-hsien, "The Dynamics of Sino-Russian Relations", *Issues and Studies*, Vol. 32, n°1, January 1996, pp. 18-31; "Cossack mounted patrols on Russian-Chinese border intend to thwart demarcation efforts", *The Current Digest of the Post-Soviet Press*, Vol. XLVIII, n°15, May 8, 1996, p. 21.
196. Voir pour le Japon PANNIER, B., "Kyrgyzstan to get money from Japan", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°123, 26 June 1995, p. 3; DAVE, B., "Japanese Bank loan to Kazakhstan", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°173, 6 September 1995, p. 3; KANGAS, R., "Japanese business delegation in Tashkent", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n°179, 14 September 1995, p. 3; PANNIER, B., "Japan pledges money for Kyrgyz Airport", *OMRI Daily Digest*, Vol. 2, n°111, 7 June 1996, p. 3; PANNIER, B., "Japanese Business ties with Uzbekistan flowering", *OMRI Economic Digest*, Vol. 2, n°23, 16 June 1996, p. 3; la Corée du Sud, bénéficiant de la présence d'une diaspora coréenne déportée par Staline en Asie centrale (Ouzbékistan et Kazakhstan), est également très présente en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirghizstan.

---

## RÉSUMÉS

Confrontée à l'émergence des républiques ex-soviétiques d'Asie centrale après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, la Chine a d'abord adopté une attitude de méfiance envers ses voisins nouvellement indépendants, avant de choisir finalement la voie de la coopération en vue de promouvoir la stabilité de la région face à la montée du nationalisme et au pan-turquisme rampant.